



EFFACER LE  
FORMULAIRE

# ATTESTATION DE MISSION AFFAIRES PÉNALES

Les coefficients indiqués sont valables pour toutes les procédures pour lesquelles des décisions d'admission à l'aide juridictionnelle ont été prononcées à compter du 1er janvier 2021. Par exception, à compter du 1er juillet 2021 et pour les procédures listées par l'article 19-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, c'est la date d'accomplissement de la mission qui est prise en compte pour déterminer le mécanisme de rétribution applicable à la procédure.



MINISTÈRE  
DE LA  
JUSTICE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Imprimé à utiliser à compter du 30 septembre 2021 / Mise à jour au 1er janvier 2024

## AIDE JURIDICTIONNELLE

Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 modifiée

Décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020 portant application de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et relatif à l'aide juridictionnelle et à l'aide à l'intervention de l'avocat dans les procédures non juridictionnelles

N° d'A.F.M. : 41018

2024

Délivrée à

Maître :

Avocat de

Mme / M. :

Inscrit au Barreau de :

Dans

l'affaire :

Parquet :

Décision

BAJ du :

Aide juridictionnelle : ☐ TOTALE ☐ PARTIELLE

N°

B.A.J.:

Au moment de la  
commission des faits la  
personne assistée est :

☐ Mineure (m)

☐ Majeure (M)

N°	I. Nature de la mission – Affaires pénales <sup>1</sup>	Si la mission relève du champ d'application de l'article 19-1, public concerné 1	Coef.	
Procédures devant la cour d'assises et procédures devant la chambre spéciale des mineurs ou le tribunal pour enfants statuant au criminel				
1	Assistance d'un mis en examen dans le cadre d'une instruction criminelle (f)	m	50	<input type="checkbox"/>
2	Assistance d'un accusé devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, la cour criminelle départementale, le tribunal pour enfants statuant au criminel ou la chambre spéciale des mineurs statuant au criminel (a) (g)	m/M	50	<input type="checkbox"/>
2-5	Assistance d'une personne dans le cadre de la première comparution devant le juge d'instruction pour une procédure devant la cour d'assises (d) (h)	m/M	4	<input type="checkbox"/>
16	Assistance d'une partie civile pour une instruction criminelle <sup>2</sup> (f)	m	20	<input type="checkbox"/>
14	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant la cour d'assises, la cour d'assises des mineurs, la cour criminelle départementale, le tribunal pour enfants statuant au criminel ou la chambre spéciale des mineurs statuant au criminel (a) (g)	m	38	<input type="checkbox"/>
Procédures devant le tribunal correctionnel. Procédures devant le juge des enfants et le tribunal pour enfants prévues par l'ordonnance du 2 février 1945 et par le code de la justice pénale des mineurs				
2-4	Assistance d'un mineur dans le cadre d'un défèrement devant le procureur de la République et le juge des enfants (d)	m	5	<input type="checkbox"/>
3-2	Assistance d'une personne dans le cadre d'un débat contradictoire relatif au placement sous contrôle judiciaire ou sous assignation à résidence avec surveillance électronique	<del>X</del>	3	<input type="checkbox"/>
10-3	Assistance d'un prévenu devant le juge des libertés et de la détention en application du 3ème alinéa de l'article 394 et du 2ème alinéa de l'article 397-1-1 du CPP	M	3	<input type="checkbox"/>
3-3	Assistance d'un mineur dans le cadre d'un débat contradictoire relatif : - au placement sous contrôle judiciaire ou sous assignation à résidence avec surveillance électronique - au placement ou au maintien en détention provisoire (h)	m	3	<input type="checkbox"/>
3-4	Assistance d'une personne dans le cadre d'un débat contradictoire devant le juge des libertés et de la détention, le juge des enfants ou le juge d'instruction relatif (h) : - au placement ou au maintien en détention provisoire ; - au placement sous contrôle judiciaire ou sous assignation à résidence avec surveillance électronique.	M	3	<input type="checkbox"/>
2-2	Assistance d'une personne dans le cadre de la première comparution devant le juge d'instruction (d) (h)	m/M	4	<input type="checkbox"/>
2-3	Assistance d'un mineur dans le cadre de la première comparution devant le juge des enfants (d) (h)	m	4	<input type="checkbox"/>
5-1	Assistance d'une personne dans le cadre d'une instruction correctionnelle devant le juge d'instruction (f) (y)	<del>X</del>	12	<input type="checkbox"/>
5-2	Assistance d'un mineur dans le cadre d'une instruction correctionnelle devant le juge des enfants et devant le juge d'instruction (f) (y)	m	12	<input type="checkbox"/>
7-1	Assistance d'un prévenu devant le juge des enfants	lors de l'audience de cabinet y compris la phase d'instruction (b)	m	8 <input type="checkbox"/>
7-2		lors de l'audience d'examen de la culpabilité ou de prononcé de la sanction (b) (y) (z)	m	8 <input type="checkbox"/>
7-3		lors du jugement en audience unique (b)	m	11 <input type="checkbox"/>
7-4		avant l'audience d'examen de la culpabilité ou pendant la période de mise à l'épreuve éducative (d)	m	3 <input type="checkbox"/>

<sup>1</sup> « M » = majeur, « m » = mineur

8	Assistance d'un prévenu devant le tribunal correctionnel à l'exception des procédures prévues par les articles 394, 395 et 397-1-1 du CPP (comparutions immédiates et comparutions à délai différé) (b) (c) (i)			10	<input type="checkbox"/>
8-3	Assistance d'un prévenu dans le cadre soit d'une procédure prévue par les articles 394 et 395 du CPP (comparution immédiate) soit d'une procédure prévue par l'article 397-1-1 du CPP (comparution à délai différé) (b) (c) (i)		M	10	<input type="checkbox"/>
8-1	Assistance d'une personne faisant l'objet d'une procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité sur convocation (b)			5	<input type="checkbox"/>
8-2	Assistance d'une personne faisant l'objet de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité après déferement devant le procureur(b)		M	5	<input type="checkbox"/>
8-4	Assistance d'un prévenu devant le tribunal pour enfants	à l'issue des procédures régies par l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante et de celles régies par le code de la justice pénale des mineurs dans le cadre d'une instruction correctionnelle (b) (c) (i)	m	10	<input type="checkbox"/>
8-5		lors de l'audience d'examen de la culpabilité ou de prononcé de la sanction (b) (y) (z)	m	11	<input type="checkbox"/>
8-6		lors du jugement en audience unique (b) (c) (y)	m	18	<input type="checkbox"/>
12	Assistance d'une partie civile ou d'un civilement responsable en matière correctionnelle durant la phase d'instruction ou devant une juridiction de jugement de premier degré ou d'application des peines hors procédures de comparution immédiate, de comparution à délai différé ou de CRPC dans le cadre d'un déferement devant le procureur de la République (c) (f) (i)		m	8	<input type="checkbox"/>
12-7	Assistance d'une partie civile pour une des procédures prévues par les articles 394, 395 et 397-1-1 du CPP (comparution immédiate et comparution à délai différé) ou pour une procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité dans le cadre d'un déferement devant le procureur de la République (c) (i)		m/M	8	<input type="checkbox"/>
Procédures devant la cour d'appel					
10-1	Assistance d'une personne pour les appels des ordonnances du juge des enfants, du juge d'instruction et du juge des libertés et de la détention <sup>3</sup> et autres procédures devant la chambre de l'instruction (y compris extradition et procédures de remise résultant de l'exécution d'un mandat d'arrêt européen)		m	6	<input type="checkbox"/>
10-2	Assistance d'une personne déférée au procureur général et présentée au premier président en exécution d'un mandat d'arrêt européen ou d'une demande d'extradition		m	6	<input type="checkbox"/>
10-4	Assistance d'un prévenu, d'un mis en examen, d'un condamné, d'une partie civile ou d'un civilement responsable devant soit la chambre des appels correctionnels soit la chambre spéciale des mineurs soit la chambre de l'application des peines, soit devant la chambre de l'instruction dans le cadre d'une irresponsabilité pénale présumée (b) (c)		m	13	<input type="checkbox"/>
10-6	Assistance d'une personne pour l'appel d'une décision rendue par le juge des libertés et de la détention saisi en application du 3ème alinéa de l'article 394 du code de procédure pénale		M	6	<input type="checkbox"/>
10-7	Assistance d'une personne pour l'appel d'une décision faisant suite à un débat contradictoire relatif au placement ou au maintien en détention provisoire (i)		M	6	<input type="checkbox"/>
10-8	Assistance d'un prévenu ou d'une partie civile pour l'appel d'une décision rendue dans le cadre : - soit d'une procédure prévue par les articles 394 et 395 du CPP (comparution immédiate) -soit d'une procédure prévue par l'article 397-1-1 du CPP (comparution à délais différés) (b) (c) (i) -soit d'une procédure prévue par l'article 495-7 du CPP (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité) faisant suite à un déferement devant le procureur de la République en application de l'article 393 du CPP (b) (c)		M	13	<input type="checkbox"/>
Procédures d'application des peines et procédures applicables en matière de surveillance de sûreté et de rétention de sûreté					
18	Procédures d'application des peines et procédures applicables en matière de surveillance de sûreté et de rétention de sûreté (e)		m	4	<input type="checkbox"/>
Procédure devant la Cour de réexamen en matière pénale					
22	Assistance ou représentation du requérant ou de la partie civile (instruction et jugement) devant la Cour de réexamen en matière pénale		m	10	<input type="checkbox"/>
Procédure devant le tribunal de police					
9-1	Assistance d'un prévenu majeur (contraventions de police de la 5e classe), d'un prévenu mineur ou majeur protégé, d'une partie civile ou d'un civilement responsable (contraventions de police de la 1re à la 5e classe) devant le tribunal de police (b)		m	5	<input type="checkbox"/>
Intérêts civils après un procès pénal					
27	Assistance du condamné, de la partie civile ou du civilement responsable dans le cadre d'une procédure relative aux dommages et intérêts civils après une procédure pénale		m	4	<input type="checkbox"/>
Recours prévu par l'article 803-8 du code de procédure pénale en première instance et en appel					
33	Assistance d'un détenu pour le dépôt d'une requête jugée irrecevable		m	3	<input type="checkbox"/>
34	Assistance d'un détenu pour l'examen au fond de sa requête si celle-ci a été jugée recevable (v) (w)		m	10	<input type="checkbox"/>

N°	II. Majorations	Coef.	Nombre de majorations	Total
40-2	(a) Demi-journée d'audience supplémentaire	3	8 x <input type="checkbox"/>	=
41	(b) Présence d'une partie civile lorsque l'avocat assiste le prévenu	3	1	= <input type="checkbox"/>
40-1	(c) Demi-journée d'audience supplémentaire	3	3 x <input type="checkbox"/>	=
50	(d) Débat contradictoire relatif au prononcé ou à la modification d'une mesure de sûreté	2	1	= <input type="checkbox"/>
43	(e) Débat contradictoire ou audition préalable du condamné en présence de son avocat au sein de l'établissement pénitentiaire	1	1	= <input type="checkbox"/>
45	(f) Acte d'instruction nécessitant l'assistance de l'avocat devant le pôle de l'instruction lorsque cet avocat appartient au barreau établi près le tribunal judiciaire initialement compétent.	2	2 x <input type="checkbox"/>	=
46	(g) L'avocat ayant assisté la partie civile ou l'accusé au cours de l'information devant le pôle de l'instruction appartient au barreau établi près le tribunal judiciaire au sein duquel est établi le pôle et que l'audience a lieu en dehors du ressort de compétence territoriale de ce tribunal	2	x2_	= <input type="checkbox"/>
47	(h) L'interrogatoire de première comparution et le débat contradictoire ont lieu au pôle de l'instruction et que l'avocat appartient au barreau établi près le tribunal judiciaire initialement compétent	2	1	= <input type="checkbox"/>

48	(i) L'avocat ayant assisté la partie civile ou le prévenu au cours de l'information devant le pôle de l'instruction appartient au barreau établi près le tribunal judiciaire au sein duquel est établi le pôle et l'audience a lieu en dehors du ressort de compétence territoriale de ce tribunal.	2	2 x <input type="checkbox"/>	=
49	Intervention devant le Conseil constitutionnel saisi d'une question prioritaire de constitutionnalité	16	1	= <input type="checkbox"/>
51	(y) En cas de détention provisoire	8	1	= <input type="checkbox"/>
52	(z) En cas d'extension de la période de mise à l'épreuve éducative et pour chaque procédure pour laquelle la période de mise à l'épreuve éducative a été étendue, la majoration s'applique à l'AFM délivrée à l'audience de prononcé de la sanction	2	2 x <input type="checkbox"/>	=
53	(v) L'avocat assiste le détenu pour une audition devant le juge	2	2 x <input type="checkbox"/>	=
54	(w) Expertise en présence de l'avocat	3	3 x <input type="checkbox"/>	=

N° d'A.F.M. : 41018 2024

Conformément à l'article 92 du décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020, appliquons un pourcentage de réduction de 5 :  

☐ 30% ☐ 40% ☐ 50% ☐ 60%

Autres missions accomplies par l'avocat dans la même affaire pour lesquelles une attestation de mission est délivrée 6 :  

N°B.A.J. N°B.A.J.

N°B.A.J. N°B.A.J.

N°B.A.J. N°B.A.J.

Vu la demande d'attestation de mission présentée par Maître

☐ En application de l'article 37 de la loi n° 91-647 et de l'article 92 du décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020

Montant hors taxes des sommes recouvrées par l'avocat en application de l'article 37 de la loi

☐ En application de l'article 113 du décret n° 2020-1717 du 28 décembre 2020

Montant des honoraires et émoluments hors taxes perçus par l'avocat au titre d'un contrat d'assurance de protection juridique ou d'un autre système de protection

€ H.T.

Nous attestons que l'avocat susnommé a accompli le la mission pour laquelle il a été désigné

Arrêtons la présente attestation à 20 UV, avant application du pourcentage de réduction prévu par l'article 92 susvisé et du taux d'aide juridictionnelle partielle vingt UV (nombre d'UV en toutes lettres)

L'application du pourcentage de réduction prévu par l'article 92 susvisé et du taux d'aide juridictionnelle partielle ainsi que la déduction des sommes recouvrées par l'avocat en application de l'article 37 de la loi et 113 du décret sont effectuées par la CARPA

Fait à le

SIGNATURE